

# La Vie Internationale

## Positions précises

Le discours de Malenkof à l'occasion de l'accord entre les Soviétiques et la Corée du Nord, suivi des interventions de Vichinsky à l'O.N.U. ont réaffirmé, s'il en était encore besoin, les directives de la politique russe. Si l'on rapproche l'accord Russe-Nord-Coréen de l'accord intervenu au mois d'août entre l'Union Soviétique et le gouvernement Grotewohl d'Allemagne orientale, on constate que Moscou a affirmé ainsi sans ambiguïté son protectorat sur les tronçons en son pouvoir des deux pays dont les Alliés occidentaux voudraient obtenir la réunification : l'Allemagne en Europe et la Corée en Asie.

La nature même de l'aide théoriquement fournie à ces deux pays, la durée de la collaboration promise impliquent que la Russie n'entend nullement revenir sur ses relations avec eux. Pour s'y tromper il faudrait le vouloir. Comme nous l'avons exposé à maintes reprises, la politique soviétique depuis la mort de Staline ne laisse place à aucune ambiguïté.

### Les Conférences en l'air.

Dans ces conditions, la Conférence à Quatre sur l'Allemagne réclamée par les Occidentaux et acceptée par les Russes sous des conditions qui en rendent la convocation plutôt aléatoire, de même que la Conférence sur la Corée fixée en principe avant le 28 octobre sont par avance vidées de toute possibilité de modifier le statut actuel des contrées en cause. Sauf quelques chroniqueurs français obstinément confiants dans un règlement Est-Ouest, personne à notre connaissance parmi les autorités mondiales ne conserve d'illusion à ce sujet.

### L'aide russe à la Corée.

Les Soviétiques ne varient guère leurs formules quant à l'aide qu'ils offrent à leurs satellites. On se souvient des 300 millions de dollars généreusement offerts à Mao Tsé Tung par Staline pour la reconstruction de la Chine ! Maintenant que Moscou compte en roubles, c'est un milliard de roubles qu'on consacrerait à la restauration des ruines de la Corée du Nord. Cette somme qui a impressionné certains journalistes équivaut en pouvoir d'achat à quelques 20 milliards de nos francs dépréciés. Il y a là à peu près de quoi rebâtir une demi-douzaine d'usines pour un pays écrasé pendant trois ans sous les bombes américaines. A titre d'indication les sommes prévues pour la restauration de la Corée du Sud qui n'a été bombardée qu'au début des hostilités les Américains prévoient trois milliards et demi de dollars, quelque treize cent milliards de francs.

### Les Nationalismes en Corée et en Chine.

Certains ont cru voir dans cet accord entre Molotov et Kir-il-Sun une tentative des Nord-Coréens pour échapper à la tutelle chinoise. On oublie que la Corée du Nord a une

frontière commune avec l'U.R.S.S. comme avec la Chine, et que les deux protecteurs interviennent dans son rétablissement. Les divergences entre Coréens du Nord mises en évidence par les purges récentes, tout comme celles qui divisent entre eux les dirigeants chinois, comme le font supposer les récents remaniements ministériels, n'ont pas pour motif le désir de mettre en conflit les partenaires. Elles sont plus sérieuses. Il existe en Corée du Nord un mouvement pour la réunification et la libération du pays du tout occupant, tout comme il y a en Chine des nationalistes qui cherchent à faire de leur pays un état indépendant susceptible d'équilibrer ses relations entre l'Est et l'Ouest. Mais grâce aux exécutions et l'ombrage Pékin, Moscou et Pyong-Yang demeurent solidement liés.

### Adoucissement de l'attitude américaine.

A la veille d'une tournée de discours au cours desquels le président Eisenhower dont le prestige est menacé, va essayer de défendre sa politique, le Secrétaire d'Etat Foster Dulles a brusquement changé le ton de ses déclarations. Son dernier discours a été loué pour sa modération. On lui reprochait surtout en Europe, de se montrer rigide et de fermer la voie aux bonnes dispositions que l'on attend toujours de Moscou. Le refus d'admettre l'Inde aux négociations éventuelles sur la Corée et de ne pas limiter aux belligérants le droit de s'asseoir à la table ronde, avait fait mauvaise impression dans le monde et même aux Etats-Unis où l'ex-candidat démocrate aux élections présidentielles A. Stevenson et Truman lui-même avaient pris plus ou moins directement position contre le Secrétaire d'Etat.

Revenant sur son attitude Foster Dulles propose aujourd'hui que les non participants à la guerre de Corée puissent être appelés à s'élever ultérieurement par les membres déjà désignés de la future conférence. Proposition accueillie avec faveur à l'O.N.U. sauf par Vichinsky qui l'a rejetée alors qu'il avait demandé cette participation des neutres avant que la conférence ne se tint. Ce qui montre bien que le délégué soviétique cherchait à faire tomber sur les Etats-Unis la responsabilité d'un échec non de la conférence même, mais des possibilités de la convoquer. Dulles et Eisenhower ont compris qu'il était bien inutile pour une rencontre qui sera probablement sans résultat d'imposer l'opinion et surtout celle, si susceptible des pays asiatiques.

On peut se demander dans l'état actuel de la question si la guerre de Corée est bien finie. De part et d'autre de la ligne de démarcation on s'observe, et les Sino-Coréens renforcent leur dispositif militaire, malgré les conventions signées.

### Dépression aux Etats-Unis.

La fin de cette phase de la guer-

re en Extrême-Orient a eu pour les Etats-Unis une autre fâcheuse conséquence que l'on s'accordait à prévoir. C'est un fléchissement de récession économique. On sait l'importance qu'aurait pour le monde libre un fléchissement de l'activité industrielle en Amérique ; les symptômes de régression ne sont pas jusqu'ici alarmants. Mais les cours des valeurs et le prix des « comodités » ont fléchi très sensiblement et l'on craint que la peur d'une crise n'engendre précisément une crise que les statistiques jusqu'ici ne révèlent pas nettement. Eisenhower va avoir à rassurer l'opinion sur cette question capitale en Amérique, en indiquant les moyens qu'il détient pour maintenir la conjoncture à son sommet. Une crise véritable entraînerait le rapide discrédit de l'administration républicaine dont les réalisations sont jusqu'ici assez minces.

### La tendance actuelle des théories sociales.

Nous ne saurions trop attirer l'attention des politiciens français, qui paraissent l'ignorer, sur les tendances actuelles des idées en matière de politique économique et sociale. Contrairement à ce qui se passe chez nous, l'orientation des esprits est de plus en plus hostile aux doctrines du socialisme classique et en faveur de ce que l'on appelle l'économie libérale et qui se nomme mieux : le régime de la concurrence et l'économie de marché.

Nous avons signalé en Angleterre le rejet par les syndicats de toute extension des nationalisations. Le Gouvernement Churchill-Butler remet aujourd'hui sur le marché libre les actions des Sociétés métallurgiques nationalisées par les Travailleurs et il est question de dénationaliser également les transports routiers.

A cet égard, les grèves d'août en France ont influencé les britanniques : Que se serait-il passé en effet chez nous si les transports routiers avaient été aux mains de l'Etat. Toutes communications coupées, c'était la paralysie généralisée et la famine des grands centres urbains. Si l'Etat est puissant, dit-on à Londres et ailleurs, les nationalisations conduisent au totalitarisme, s'il est faible à la dictature des organes. Il faut donc se garder d'organisations syndicales, sinon à l'attente le pouvoir de l'Etat.

En Allemagne occidentale le sénateur Schuller, théoricien officiel de la Social Démocratie répudie lui aussi le socialisme étatique : « Notre socialisme libéral, écrit-il, diffère fondamentalement en tant que politique économique de toute doctrine socialiste totalitaire. Il reconnaît et défend l'axiome du choix de libre consommation et rejette toute solution dirigiste. » Allemagne, Angleterre, Etats-Unis, Canada, Belgique, Suisse, pour ne parler que des principales puissances économiques ont renoncé à l'étatisme et au dirigisme. Même ceux qui en faisaient le fond de leur doctrine le répudient. Certains Français qui se croient en tête du progrès social lui tournent, sans le savoir, le dos.

CRITON.